VILLE DE SAINT PIERRE EN AUGÉ

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 JUIN 2017

COMPTE RENDU

La convocation a été adressée le 12 juin 2017

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Jacky MARIE, Maire.

M. Denis DUBOIS, Mme Françoise FRANCOIS, M. Claude LACOUR, Mme Danièle VESQUE, M. Daniel ROUGET, Mme Lisbeth CHOUET, M. Alain MARIE, M. Jean-François MASSON, Adjoints au Maire.

M. Philippe DESFORGES, M. Gilbert TIRARD, M. Vincent HERICHER, Mme Marie-Hélène BESNIER, Mme Catherine LAISNE, M. François BUFFET, M. Charles DESCHAMPS, Mme Josiane HEYER, M. Emmanuel MOREL, Mme Elisabeth LACHAUME, M. Alain COEURET, M. Claude PICQUE, M. Jacky LAIGRE, Mme Catherine VAUCOULEUR, Mme Véronique CAPRON, M. Christian VAN DER WAGEN, M. Jacques MADELINE, Mme Christiane DORLEANS, Mme Colette MEZIERE, M. Marcel LIARD, Mme Marie-Pierre HEURTAUX, Mme Marie-Jeanne AGIS, M. Jean-Pierre AGIS, Mme Léa VERSAVEL, M. Emmanuel BRESSON, Mme Simone MARETTE, M. Michel SERVAGER, M. Francis BLOT, Mme Janine KONCEWIECZ, M. Jean-Luc BÉQUART, Mme Liliane DEPARIS, M. Michel VAN DER WAGEN, Mme Martine GRAVELLE, Mme Brigitte MADELINE, Mme Annie PARÉ, M. Dominique PICOT, Mme Sonia GRIERE, M. Gérard MONROTY, Mme Brigitte FERRAND, M. Bernard GASNIER, M. Christophe SUARD, M. Michel DAIGREMONT, M. Jean-Marie PEYNARD, Mme Valérie BREVAL, M. Alain BELVEYRE, Mme Catherine LAURENT, M. Guy AUGUSTE, Mme Catherine SADY, conseillers municipaux.

DESIGNATION SECRETAIRE DE SEANCE

M. Philippe DESFORGES a été nommé secrétaire de séance.

POUVOIRS

Mme Véronique MAYMAUD,	donne pouvoir à	M. Jean-François MASSON
M. Jean-Pierre HOSTE	donne pouvoir à	Mme Elisabeth LACHAUME
Mme Annie MOTTE	donne pouvoir à	M. Emmanuel MOREL
Mme Barbara DELAMARCHE ..	donne pouvoir à	Mme Danièle VESQUE
M. Mickaël CATTEAU	donne pouvoir à	Mme Valérie BREVAL
M. François PEPIN	donne pouvoir à	M. Denis DUBOIS
M. Alexandre TOTIER	donne pouvoir à	Mme Léa VERSAVEL
M. Hubert PITARD-BOUET.....	donne pouvoir à	M. Michel SERVAGER
M. Gérard BISSON	donne pouvoir à	M. Michel VAN DER WAGEN
M. Jean-Louis THORIS.....	donne pouvoir à	M. Alain MARIE
Mme Nadine OURSELIN	donne pouvoir à	M. Claude LACOUR
M. Hervé CHARLOT	donne pouvoir à	M. Jacky MARIE
Mme Charlotte CAUCHARD	donne pouvoir à	Mme Simone MARETTE
Mme Sylviane PRALUS	donne pouvoir à	Mme Brigitte FERRAND

PROCES-VERBAL SEANCE DU 11 AVRIL 2017 : APPROBATION

M. MOREL souligne que Mme VAUCOULEUR étant absente lors du Conseil, elle ne peut avoir posé la question concernant les travaux de lavoir. Cette question avait été posée par Mme LAURENT.

Concernant les travaux de confortement de la Tour Saint-Michel, Mme VERSAVEL avait employé le terme regrette et non souligne.

Mme VERSAVEL souligne qu'un point a été oublié en questions diverses : pourquoi ne peut-on continuer à voter dans les communes d'origine.

M. BRESSON ne comprend pas la réponse faite par Monsieur le Maire pour les Associations humanitaires.

Le procès-verbal de la précédente réunion est adopté à l'unanimité.

POINTS SUPPLEMENTAIRES A L'ORDRE DU JOUR

Il est demandé au Conseil Municipal d'ajouter à l'ordre du jour, 3 sujets supplémentaires qui leur ont été adressés par courriel.

Après en avoir délibéré, par 70 voix POUR, 1 ABSTENTION, le Conseil Municipal accepte d'ajouter à l'ordre du jour les points suivants :

- Convention d'objectifs 2017 avec la Maison des Associations,
- Convention d'objectifs 2017 avec l'USP
- Désignation des représentants du Conseil Municipal au Conseil d'Administration de la Maison des Associations.

1 SINISTRE DE L'EGLISE DE BERVILLE : INDEMNITES D'ASSURANCE

Madame Françoise FRANÇOIS expose :

Le 09 janvier dernier, un incendie ravageait l'église de Berville, sur la commune déléguée de l'LOUDON.

Afin d'optimiser les intérêts de la commune pour la phase d'expertise, un expert d'assurance a été missionné.

Il en ressort que le coût de reconstruction de l'église dans ses caractéristiques originelles, est évalué à 689 091,34 € T.T.C.

L'indemnité d'assurance dont le montant global est fixé à 676 455,97 € se décompose comme suit :

- × Indemnité immédiate sans justificatif : 478 487,84 €
- × Indemnité versée après travaux
sur justificatif avant le 09 janvier 2019 : 197 968,12 €

Soit un montant à charge pour la collectivité de 12 635,37 € correspondant à la vétusté des équipements techniques tels que le mobilier et l'électricité.

Deux scénarios s'offrent désormais au Conseil Municipal :

- n° 1 : reconstruction à l'identique de l'édifice dans les conditions définies ci-avant ;
- n° 2 : abandon de la reconstruction pour une mise en valeur du site.

Réaffectation de l'indemnité perçue estimée à 498 092,44 €

(indemnité immédiate + 19 604,60 € de travaux qui pourraient être justifiés à l'assureur) au bénéfice de l'LOUDON.

Considérant l'avis favorable au scénario n°1, reconstruction à l'identique, du Conseil communal de l'Oudon, réuni le 14 juin dernier ;

Mme DEPARIS s'interroge sur la fréquentation de cette église ainsi que sur son ouverture.

Mme VESQUE précise que, s'il a été constaté une reprise de la fréquentation, notamment au moment de Noël ou pour des Baptêmes, la décision de reconstruire à l'identique a été prise au sein du conseil communal avec le projet de développer, grâce au réaménagement des locaux, les activités de cette église, à l'occasion de concerts ou autres animations.

M. MOREL souligne que le contrat d'assurance négocié par la commune déléguée de l'Oudon permet d'aboutir à une indemnité couvrant la quasi totalité des coûts de reconstruction.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- ADOPTE le scénario n°1 « Reconstruction à l'identique » ;
- ACCEPTE l'indemnité de sinistre d'un montant total de 676 455,97 € ;
- AUTORISE Monsieur le Maire à entreprendre toutes les démarches nécessaires aux travaux de reconstruction et à signer tout document afférent à ce dossier.

Mme VESQUE confirme qu'il sera pris rapidement contact avec le Maître d'œuvre retenu à l'issue d'une consultation afin d'engager les travaux au plus tôt.

2 AVIS SUR LE SCHEMA DEPARTEMENTAL POUR L'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE

Monsieur le Maire expose :

Il a été adressé par courriel au Conseil Municipal, le Projet du Schéma Départemental pour l'Accueil des Gens du Voyage.

Dans le cadre de la révision du Schéma Départemental d'accueil des gens du voyage, publié le 8 juin 2011, il appartient aux Collectivités concernées, d'émettre un avis sur le projet de révision portant sur les années de 2017 à 2023.

Pour le territoire de SAINT-PIERRE-EN-AUGE, ce projet prescrit une mission de maîtrise d'œuvre Urbaine et Sociale (MOUS), consistant à confier à un opérateur social :

- o la conduite d'un diagnostic socio-économique approfondi des familles,
- o l'identification précise des besoins,
- o la définition de façon concertée d'un projet habitat, adapté et compatible avec les ressources des familles,
- o l'accompagnement le cas échéant, des familles jusqu'à la mise en œuvre des solutions opérationnelles.

L'accueil des Gens du voyage sur la commune de SAINT-PIERRE-EN-AUGE constitue une problématique que les municipalités successives n'ont pu solutionner isolément.

Cette situation demeure inacceptable pour les pétruvien(ne)s, compte tenu de l'anarchie des implantations de cette population, du climat d'insécurité qu'elles suscitent, des dégradations des biens privés et communaux constatés quotidiennement.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- EMET un avis favorable sur le projet de Schéma Départemental pour l'Accueil des Gens du voyage, étant précisé que cette compétence relève désormais de la Communauté d'Agglomération Lisieux Normandie ;
- EXIGE auprès des Services de l'Etat que des mesures transitoires, jusqu'à la mise en œuvre des actions issues de la MOUS, soient mises en place afin que l'accueil de cette population intervienne dans des conditions acceptables, tant pour elle-même que pour les habitants du territoire.

3 RESEAU ASSAINISSEMENT DE BOISSEY : CONVENTION POUR LES TRAVAUX DE BRANCHEMENT EN DOMAINE PRIVE

Monsieur Gilbert TIRARD expose :

Par délibération du 22 septembre 2016, le SIVU de la Viette décidait de coordonner une opération de raccordement d'immeubles au réseau d'assainissement en domaine privé, sous maîtrise d'ouvrage publique.

Ces travaux évalués à 159 690 € TTC seront cofinancés par l'Agence de l'Eau Seine-Normandie.

A cet effet, une convention avec chacun des propriétaires volontaires est requise.

Après avoir pris connaissance du projet de convention joint en annexe,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- APPROUVE cette convention,
- AUTORISE Monsieur le Maire, à signer tout document afférent.

M. BUFFET demande qui sera en charge de vider les fosses.

M. TIRARD précise que l'adjudicatrice aura en charge cette intervention.

4 ENTRETIEN DES RESEAUX D'ASSAINISSEMENT : AVENANTS DE PROLONGATION AUX MARCHES VEOLIA ET SAUR

Monsieur le Maire expose :

Vu la convention conclue entre la commune de l'Oudon et la Société VEOLIA le 29 juillet 2014, pour la gestion et l'entretien des ouvrages d'assainissement de son réseau d'eaux usées, convention qui arrive à échéance le 30 juin 2017 ;

Vu la convention conclue entre le S.I.V.U. de la Viette et la Société SAUR le 1er janvier 2012, pour la gestion et l'entretien des ouvrages d'assainissement de son réseau d'eaux usées, convention qui arrive à échéance le 30 juin 2017 ;

Considérant la nécessité de conduire une étude préalable au renouvellement de ces conventions afin notamment d'identifier les conditions de mutualisation et d'optimisation de la gestion des réseaux d'assainissement sur l'ensemble du territoire communal ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- CONCLUT un avenant de prolongation de 3 mois avec chacune des sociétés précitées ;
- AUTORISE Monsieur le Maire, à signer tout document nécessaire.

5 EFFACEMENT DES RESEAUX DE TÔTES

Monsieur Emmanuel MOREL expose au Conseil Municipal, le dossier établi par le Syndicat Départemental d'Energies du Calvados (SDEC ENERGIE) relatif à l'effacement des réseaux de distribution d'électricité, d'éclairage et de télécommunication, cité en objet.

Le coût total de cette opération est estimé, sur les bases de cette étude préliminaire, à 29 215,40 € T.T.C.

Le taux d'aide sur le réseau de distribution électrique est de 55 %, sur le réseau d'éclairage de 55 % (avec dépense prise en compte plafonnée à 75 € par ml de voirie) et 40 % sur le réseau de télécommunication.

Sur ces bases, la participation communale est estimée à 12 801,69 €, selon la fiche financière jointe, déduite des participations mobilisées par le SDEC ENERGIE.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- CONFIRME que le projet est conforme à l'objet de sa demande ;
- SOLLICITE l'examen du dossier en vue de son inscription au programme départemental d'intégration des ouvrages dans l'environnement ;
- SOUHAITE le début des travaux pour la période suivante : 3ème trimestre de l'année 2017, et INFORME le SDEC ENERGIE des éléments justifiant cette planification : coordination avec des aménagements de voirie ;
- PREND acte que les ouvrages seront construits par le SDEC ENERGIE, sauf le câblage de télécommunication par ORANGE, celui-ci restant propriétaire de son réseau ;
- S'ENGAGE à voter les crédits nécessaires, en fonction du mode de financement choisi ;
- DECIDE du paiement de sa participation, par un fonds de concours (section d'investissement) ;
- S'ENGAGE à verser sa contribution au SDEC ENERGIE, dès que les avis seront notifiés à la commune ;
- PREND NOTE que la somme versée au SDEC ENERGIE ne donnera pas lieu à récupération de TVA ;
- S'ENGAGE à verser au SDEC ENERGIE, le coût des études pour l'établissement du projet définitif en cas de non engagement de la commune dans l'année de programmation de ce projet. Ce coût est basé sur un taux de 3 % du coût total HT, soit la somme de 730,39 € ;
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer les actes nécessaires à la réalisation de ce projet ;
- PREND BIEN NOTE que le coût de ce projet est susceptible d'évoluer en fonction de l'étude définitive, de la nature du sous-sol ou suite à des modifications demandées lors de l'élaboration du projet définitif ou d'un changement dans les modalités d'aides.

Madame Françoise FRANÇOIS expose :

CONSIDÉRANT que la création de la Commune Nouvelle de SAINT-PIERRE-en-AUGE, depuis le 1^{er} janvier 2017, regroupe 13 communes historiques : Ouville-la-Bien-Tournée, Saint-Georges-en-Auge, Saint-Pierre-sur-Dives, Sainte-Marguerite-de-Viette, Thiéville, Boissey, Bretteville-sur-Dives, Hiéville, l'Oudon, Mittois, Montviette, Vaudeloges et Vieux-Pont-en-Auge ;

CONSIDÉRANT que des voies communales doivent être renommées ou créées, afin de faciliter le repérage, le travail des préposés de la Poste et des autres Services publics ou commerciaux et la localisation sur les GPS, il convient d'identifier clairement les adresses des habitations sur l'ensemble de la Commune de SAINT-PIERRE-EN-AUGE et de procéder à leur numérotation.

La proposition qui vous est soumise est le fruit du travail partenarial entre la Commission créée à cet effet, les Conseils Communaux et les Services de la Poste missionnés à cet effet.

Mme FRANÇOIS souligne la qualité du travail effectué en concertation entre les participants et élus de chaque commune, la Commission et la Poste.

Mme FERRAND relève une distinction à opérer entre Marie Jolie et Joly et peut-être une faute d'orthographe à rectifier, le cas échéant.

Mme VERSAVEL remarque que pour la Commune de Saint-Georges-en-Auge, aucun chemin ou voie communale n'apparaît. Ce point sera revu avec la Poste.

M. BUFFET demande quel sera le délai de mise en place de ces modifications ?

Mme FRANÇOIS explique que l'IGN doit examiner la base de données qui doit lui être transmise avant le 14 juillet, pour une mise en place au 1^{er} janvier 2018. Nous réfléchissons d'ores et déjà en partenariat avec la Poste, aux modalités d'information des foyers concernés.

M. BUFFET demande quel sera le coût de cette opération.

Mme FRANÇOIS rappelle que la prestation commandée à la Poste s'élève à 20 000 €. Les devis en cours se montent à 3 000 € pour une information simple, et 5 000 € pour une information accompagnée de la remise d'une plaque.

M. PICQUE relève 3 erreurs à rectifier sur Tôtes vers Ammeville.

M. SERVAGER demande s'il faudra faire état de ces modifications sur les papiers officiels, type CNI et permis de conduire. Mme FRANÇOIS précise que non, sauf lors du renouvellement de ces documents.

M. TIRARD demande qui sera en charge de la mise en place de la signalétique de rue.

Mme FRANÇOIS précise qu'elle relève de la commune de Saint-Pierre-en-Auge.

Mme LAURENT remarque qu'actuellement certaines entrées de ville, comme à VAUDELOGES, ne sont pas indiquées.

Mme VESQUE répond que pour certaines voies, la signalétique dépend du Conseil Départemental 14.

Mme FERRAND demande quel sera le coût des changements de panneaux pour la commune.

Mme FRANÇOIS indique qu'il convient d'en réaliser un inventaire précis avant de pouvoir en indiquer le coût.

M. MOREL précise que le coût de la signalétique sera inscrit au prochain budget et que cet investissement important permettra de bien identifier le territoire.

Mme DORLEANS remarque des voies homonymes sur Montviette et le Billot.

M. SUARD précise que les Services de la Poste sont en rapport avec leurs homologues de Livarot Pays d'Auge, compte tenu de travaux également en cours sur l'adressage de ce territoire.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- ADOPTE les dénominations des voies communales conformément au tableau annexé à la présente délibération ;
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous les documents administratifs, permettant la mise en œuvre de cette décision.

7 SERVICES PERISCOLAIRES 2017/2018 : REGLEMENT INTERIEUR

Monsieur Denis DUBOIS expose :

Afin de clarifier les conditions d'accès et de fonctionnement des services périscolaires communaux, nous vous proposons d'arrêter un Règlement Intérieur pour l'ensemble des cantines communales, applicable dès la rentrée 2017.

Ayant pris connaissance du projet de Règlement Intérieur ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- ADOPTE ce règlement ;
- CHARGE Monsieur le Maire de veiller à sa stricte application.

8 SERVICES PERISCOLAIRES 2017/2018 : TARIFS

Monsieur Denis DUBOIS expose :

Réunie le 28 mai dernier, la Commission Scolaire a fait part de sa volonté d'harmoniser dès la rentrée scolaire 2017, l'ensemble des tarifs périscolaires, ainsi que les conditions d'accès à ces services par les familles.

Il en ressort la proposition de tarifs suivants, tenant compte des tarifs fixés jusqu'alors par les communes historiques, afin de limiter les impacts pour les familles.

CANTINE :

TERRITOIRE SAINT-PIERRE-EN-AUGE :

Tarif unitaire / élève	: 3,40 €
Tarif unitaire / adulte	: 4,60 €

TARIF HORS SECTEUR :

Tarif unitaire / élève :	: 4,40 €
--------------------------	----------

Des conventions avec les communes extérieures seront proposées afin que ces dernières participent à hauteur de 1 € par repas, de sorte que le tarif appliqué aux familles soit le même que pour les familles résidant sur le territoire de SAINT-PIERRE-en-AUGE.

TARIFS GARDERIE :

Matin	: 0,50 €	
Soir et mercredi midi	1 ^{ère} heure : 0,50 €	Au-delà : 1,50 €

ETUDES SURVEILLEES :

Tarifs	: 2 €
--------	-------

M. GASNIER demande si le tarif pour 3^{ème} enfant est supprimé. M. DUBOIS confirme que oui.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- APPROUVE ces tarifs pour l'année scolaire 2017/2018,
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer toutes conventions afférentes.

9 FIXATION DES DOTATIONS SCOLAIRES

Monsieur Denis DUBOIS expose :

Vu l'article L212-4 du Code de l'Education conférant aux communes, la charge des écoles publiques élémentaires et pré élémentaires ;

Il vous est proposé de définir une dotation scolaire par élève pour chaque établissement, arrêtée annuellement sur la base des effectifs scolarisés au 1^{er} octobre.

Sur proposition de la Commission Scolaire réunie le 29 mai 2017, les dotations suivantes, par année scolaire, sont soumises à votre approbation.

Elles ont été fixées en tenant compte des moyennes pondérées des dotations allouées jusqu'alors par les communes historiques, tout en conservant l'enveloppe budgétaire consacrée à cette politique.

Fournitures scolaires <i>(y compris maintenance photocopieur)</i>	:	36 € <i>par élève</i>
Projets culturels	:	7 € <i>par élève</i>
Crédits livres BCD	:	9 € <i>par élève</i>
Transports pour les sorties scolaires autres que vers les établissements communaux	:	175 € <i>par classe</i>
Coopératives scolaires	:	15 € <i>par élève</i>

Il est en outre précisé que ces dotations annuelles pourront être réparties sur 2 exercices.

A noter que la commune prendra en charge, les transports des élèves vers les équipements culturels et sportifs communaux, en dehors de la dotation transport précitée dans un cadre en cours de définition.

Mme FERRAND se réjouit que par souci d'équité, la commune prenne en charge les transports des écoles rurales.

M. DUBOIS indique qu'il conviendra de définir les besoins avec les Chefs d'Etablissement, voire à permettre la fongibilité des enveloppes transports.

Mme FERRAND établit une comparaison avec les précédentes dotations et identifie des baisses conséquentes (moins 26 %).

M. DUBOIS rappelle que ces dotations ont été présentées en réunion avec les Chefs d'Etablissement. Il s'en est suivi des ajustements visant à répondre aux préoccupations des enseignants, tout en respectant l'enveloppe globale que nous nous étions fixée.

Après en avoir délibéré, par 61 voix POUR, 8 ABSTENTIONS et 2 voix CONTRE, le Conseil Municipal :

- DECIDE de fixer les dotations scolaires dans les conditions définies ci-avant.

Monsieur Denis DUBOIS expose :

En application d'une convention conclue le 08 avril 1993, entre l'école privée Sainte Thérèse et la commune de Saint-Pierre-sur-Dives, cette dernière participe aux frais de fonctionnement de l'école privée pour les élèves de maternelle et primaire, domiciliés sur son territoire à hauteur respectivement de 710 € et 328 € (valeur 2016).

Avec la création de la commune nouvelle le 1^{er} janvier 2017, les obligations figurant dans cette convention ne s'étendent pas automatiquement à l'ensemble des élèves du territoire.

Vu l'article R442-44 du Code de l'Education qui dispose :

En ce qui concerne les classes élémentaires, les communes de résidence sont tenues d'assumer, pour les élèves domiciliés sur leur territoire et dans les mêmes conditions que pour les classes élémentaires publiques, les dépenses de fonctionnement (matériel) des classes sous contrat, sous réserve des charges afférentes aux personnels enseignants rémunérés directement par l'Etat.

En ce qui concerne les classes maternelles ou enfantines, la commune siège de l'établissement, si elle a donné son accord à la conclusion du contrat, est tenue d'assumer, pour les élèves domiciliés dans la commune et dans les mêmes conditions que pour les classes maternelles ou enfantines publiques, les dépenses de fonctionnement (matériel) des classes sous contrat, sous réserve des charges afférentes aux personnels enseignants rémunérés directement par l'Etat.

C'est pourquoi, il convient de définir les conditions de participation de la commune de SAINT-PIERRE-EN-AUGE, pour les seuls élèves de primaire domiciliés sur le territoire communal à compter de l'année scolaire 2017/2018.

Ayant pris connaissance du projet de convention avec l'OGEC Sainte-Thérèse ;

M. MOREL rappelle la position historique de refus participation de la commune de l'Oudon.

M. DUBOIS rappelle qu'il s'agit d'une obligation pour la commune nouvelle, de prendre en charge de ces frais de scolarité. La participation de la commune passera de 27 000 € en 2016, à 33 000 € en 2017.

Mme VERSAVEL demande la raison pour laquelle l'Oudon ne participait pas.

M. MOREL explique que ses enfants étant scolarisés en établissement privé, il ne souhaitait pas engager de fonds publics pour cet établissement.

M. DAIGREMONT indique avoir fait un choix identique pour la commune de THIEVILLE à cette époque.

M. LACOUR rappelle l'obligation faite à Saint-Pierre-sur-Dives, commune siège de l'établissement, d'assumer cette charge et que l'autorité compétente en cas de litige serait le Tribunal Administratif.

Après en avoir délibéré, par 64 voix POUR, 6 ABSTENTIONS et 1 voix CONTRE, le Conseil Municipal :

- DECIDE de conclure avec l'OGEC Sainte-Thérèse, cette convention dans les termes proposés,
- AUTORISE Monsieur le Maire à la signer et à effectuer toutes les démarches nécessaires.

**11 REHABILITATION DU PRESBYTERE SAINT-GEORGES :
PROLONGATION DE LA CONVENTION AVEC LE GITE "LA FERME DE L'OUDON"**

Monsieur Claude LACOUR expose :

Par délibération du 13 décembre 2016, le Conseil Municipal de Saint-Georges-en-Auge décidait de prendre en charge la location du gîte "La Ferme de l'Oudon" nécessaire pour le relogement de Monsieur et Madame BOSSIS, locataires du Presbytère communal, pendant le temps de sa réhabilitation.

Les travaux dont la durée avait été estimée à 2 mois, ont dû être prolongés d'1 mois supplémentaire.

Mme VESQUE n'ayant pas pris part au vote :

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- ACCEPTE de prendre en charge les frais de location supplémentaires s'élevant à 485.00 € , étant précisé que les locataires se sont acquittés du loyer prévu au bail du presbytère, pendant la durée des travaux ;
- AUTORISE Monsieur le Maire à mandater le loyer précité.

12 TAUX D'IMPOSITION : COMPLEMENT A LA DELIBERATION DU 11 AVRIL 2017

Monsieur Claude LACOUR expose :

VU les délibérations du Conseil Municipal en date du 11 avril 2017, instituant d'une part, l'abattement général à la base sur l'ensemble du territoire communal, et fixant les taux 2017, d'autre part ;

CONSIDÉRANT que ces décisions sont intervenues après la notification des bases prévisionnelles du 27 mars 2017 qui ont été calculées pour la taxe d'habitation selon un régime d'abattement de droit commun de 10 % pour les personnes à charge de rang 1 et 2, et 15 % pour les personnes à charges de rang 3 et plus ;

Les Services fiscaux ont, par conséquent, dû recalculer le taux de référence de la Taxe d'habitation, après avoir réajusté les bases d'imposition conformément à la décision du Conseil Municipal ;

Mme FERRAND remarque que les membres du Conseil Municipal n'ont pas été destinataires des tableaux de calculs de simulation remis aux Maires délégués lors de la Conférence des Maires.

M. LACOUR invoque néanmoins la nécessité de se prononcer rapidement.

Mme FERRAND regrette que ce sujet n'ait pas été abordé en Conseil communal.

M. HERICHER précise qu'il est impossible de fait d'évaluer l'impact de cette hausse pour les ménages, hors base chiffrée.

M. LACOUR souligne que la baisse du taux de la Communauté d'Agglomération atténuera l'impact pour les ménages qui connaîtraient une hausse de leur contribution.

M. le Maire fait appel à la confiance envers les maires compte tenu que ce sujet a été débattu en Conférence des Maires.

Mme VERSAVEL précise que, Maire, elle n'a pas relayé ce tableau de calculs à ses adjoints et que la demande est légitime.

Monsieur le Maire confirme qu'il appartient à chaque Maire de relayer les informations reçues en Conférence des Maires.

Mme FERRAND remarque que l'information n'a pas été relayée à Saint-Pierre-sur-Dives et qu'elle est particulièrement sensible aux augmentations d'imposition foncière.

Monsieur le Maire souligne que l'imposition est fonction de la taille des habitations.

M. DAIGREMONT demande une lecture des simulations en séance.

M. HERICHER indique qu'on peut vouer une totale confiance aux Maires mais se trouver parfois en désaccords ponctuels.

M. LACOUR présente les simulations examinées en Conférence des maires.

Monsieur le Maire s'engage néanmoins à faire envoyer dès le lendemain, par courriel, le tableau ayant servi de base chiffrée à la réflexion des Elus en Conférence des Maires.

Après en avoir délibéré, par 44 voix POUR, 11 ABSTENTIONS et 6 voix CONTRE, le Conseil Municipal :

- CONFIRME le nouveau taux de référence de la taxe d'habitation à 15,97 % au lieu de 13,86 % (sans modification des autres taux de foncier) pour l'année 2017.

13 DECISION MODIFICATIVE

Monsieur Claude LACOUR expose :

La décision modificative n° 1, ci-après :

14654 Code INSEE	COMMUNE DE SAINT PIERRE EN AUGÉ BUDGET PRINCIPAL	DM n°1 2017
---------------------	---	-------------

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU Conseil Communautaire

Décision modificative n°1

Désignation	Dépenses ⁽¹⁾		Recettes ⁽¹⁾	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
 FONCTIONNEMENT 				
D-60632-020 : Fournitures de petit équipement	0.00 €	50 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-611-020 : Contrats de prestations de services	0.00 €	6 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-6135-020 : Locations mobilières	0.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-615221-020 : Entretien et réparations bâtiments publics	0.00 €	640 000.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 011 : Charges à caractère général	0.00 €	696 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-022-020 : Dépenses imprévues (fonctionnement)	0.00 €	267 971.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 022 : Dépenses imprévues (fonctionnement)	0.00 €	267 971.00 €	0.00 €	0.00 €
D-023-020 : Virement à la section d'investissement	0.00 €	95 620.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 023 : Virement à la section d'investissement	0.00 €	95 620.00 €	0.00 €	0.00 €
D-675-020 : Valeurs comptables des immobilisations cédées	149 443.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
R-7761-020 : Différences sur réalisations (négatives) transférées en invest.	0.00 €	0.00 €	4 443.00 €	0.00 €
TOTAL 042 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	149 443.00 €	0.00 €	4 443.00 €	0.00 €
D-6558-020 : Autres contributions obligatoires	0.00 €	14 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-6574-020 : Subventions de fonctionnement aux associations et autres ...	0.00 €	980.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 65 : Autres charges de gestion courante	0.00 €	14 980.00 €	0.00 €	0.00 €
R-73111-020 : Taxes foncières et d'habitation	0.00 €	0.00 €	0.00 €	23 525.00 €
TOTAL R 73 : Impôts et taxes	0.00 €	0.00 €	0.00 €	23 525.00 €
R-7411-020 : Dotation forfaitaire	0.00 €	0.00 €	0.00 €	37 888.00 €
R-74121-020 : Dotation de solidarité rurale	0.00 €	0.00 €	0.00 €	200 788.00 €
R-74127-020 : Dotation nationale de péréquation	0.00 €	0.00 €	0.00 €	18 059.00 €
R-74833-020 : Etat - Compensation au titre de la CET (CVAE et CFE)	0.00 €	0.00 €	4 709.00 €	0.00 €
R-74834-020 : Etat - Compensation au titre des exonérations des taxes foncières	0.00 €	0.00 €	25 980.00 €	0.00 €
TOTAL R 74 : Dotations, subventions et participations	0.00 €	0.00 €	30 689.00 €	256 735.00 €
R-7788-020 : Produits exceptionnels divers	0.00 €	0.00 €	0.00 €	680 000.00 €
TOTAL R 77 : Produits exceptionnels	0.00 €	0.00 €	0.00 €	680 000.00 €
Total FONCTIONNEMENT	149 443.00 €	1 074 571.00 €	35 132.00 €	960 260.00 €
 INVESTISSEMENT 				
R-021-020 : Virement de la section de fonctionnement	0.00 €	0.00 €	0.00 €	95 620.00 €
TOTAL R 021 : Virement de la section de fonctionnement	0.00 €	0.00 €	0.00 €	95 620.00 €
R-024-501-71 : DIVERS MITTOIS	0.00 €	0.00 €	0.00 €	145 000.00 €
TOTAL R 024 : Produits de cessions	0.00 €	0.00 €	0.00 €	145 000.00 €
D-192-020 : Plus ou moins-value sur cession d'immobilisation	4 443.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
R-2132-020 : Immeubles de rapport	0.00 €	0.00 €	149 443.00 €	0.00 €

(1) y compris les restes à réaliser

Page 1 sur 5

14654 Code INSEE	COMMUNE DE SAINT PIERRE EN AUGE BUDGET PRINCIPAL	DM n°1 2017
---------------------	---	-------------

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU Conseil Communautaire
 Décision modificative n°1

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
TOTAL 040 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	4 443.00 €	0.00 €	149 443.00 €	0.00 €
D-10226-405-020 : DIVERS	0.00 €	392.00 €	0.00 €	0.00 €
R-10222-111-020 : Opérations non affectées	0.00 €	0.00 €	675 105.00 €	0.00 €
R-10222-1501-020 : ONA	0.00 €	0.00 €	0.00 €	675 105.00 €
R-10222-201-020 : BRETTEVILLE SUR DIVES	0.00 €	0.00 €	0.00 €	14 472.00 €
R-10222-211-324 : TRANCHE CONDITIONNELLE 1 BATIMENTS CONVENTUELS	0.00 €	0.00 €	191 044.00 €	0.00 €
R-10222-212-324 : TRANCHE CONDITIONNELLE 2 BATIMENTS CONVENTUELS	0.00 €	0.00 €	146 000.00 €	0.00 €
R-10222-21-324 : Bâtiments conventuels	0.00 €	0.00 €	40 997.00 €	0.00 €
R-10222-913-324 : BATIMENTS CONVENTUELS	0.00 €	0.00 €	0.00 €	40 997.00 €
R-10222-914-324 : BATIMENTS CONVENTUELS TC1	0.00 €	0.00 €	0.00 €	191 044.00 €
R-10222-915-324 : BATIMENTS CONVENTUELS TC2	0.00 €	0.00 €	0.00 €	146 000.00 €
R-10226-111-020 : Opérations non affectées	0.00 €	0.00 €	27 300.00 €	0.00 €
R-10226-1501-020 : ONA	0.00 €	0.00 €	0.00 €	27 300.00 €
R-1068-111-020 : Opérations non affectées	0.00 €	0.00 €	943 741.00 €	0.00 €
R-1068-1501-020 : ONA	0.00 €	0.00 €	0.00 €	943 741.00 €
TOTAL 10 : Dotations, fonds divers et réserves	0.00 €	392.00 €	2 024 187.00 €	2 038 659.00 €
R-1321-15-324 : Abbatale	0.00 €	0.00 €	111 809.00 €	0.00 €
R-1321-211-324 : TRANCHE CONDITIONNELLE 1 BATIMENTS CONVENTUELS	0.00 €	0.00 €	69 966.00 €	0.00 €
R-1321-212-324 : TRANCHE CONDITIONNELLE 2 BATIMENTS CONVENTUELS	0.00 €	0.00 €	283 840.00 €	0.00 €
R-1321-21-324 : Bâtiments conventuels	0.00 €	0.00 €	2 400.00 €	0.00 €
R-1321-911-324 : PARVIS ABBATALE	0.00 €	0.00 €	0.00 €	111 809.00 €
R-1321-913-324 : BATIMENTS CONVENTUELS	0.00 €	0.00 €	0.00 €	2 400.00 €
R-1321-914-324 : BATIMENTS CONVENTUELS TC1	0.00 €	0.00 €	0.00 €	69 966.00 €
R-1321-915-324 : BATIMENTS CONVENTUELS TC2	0.00 €	0.00 €	0.00 €	283 840.00 €
R-1322-211-324 : TRANCHE CONDITIONNELLE 1 BATIMENTS CONVENTUELS	0.00 €	0.00 €	60 295.00 €	0.00 €
R-1322-914-324 : BATIMENTS CONVENTUELS TC1	0.00 €	0.00 €	0.00 €	60 295.00 €
R-1323-101-026 : BOISSEY	0.00 €	0.00 €	0.00 €	1 600.00 €
R-1323-15-324 : Abbatale	0.00 €	0.00 €	74 819.00 €	0.00 €
R-1323-211-324 : TRANCHE CONDITIONNELLE 1 BATIMENTS CONVENTUELS	0.00 €	0.00 €	55 045.00 €	0.00 €
R-1323-212-324 : TRANCHE CONDITIONNELLE 2 BATIMENTS CONVENTUELS	0.00 €	0.00 €	569 507.00 €	0.00 €
R-1323-21-324 : Bâtiments conventuels	0.00 €	0.00 €	4 325.00 €	0.00 €
R-1323-601-71 : MONTVIETTE	0.00 €	0.00 €	0.00 €	8 050.00 €
R-1323-70-822 : TRAVAUX ROUTE DE CAEN	0.00 €	0.00 €	55 267.00 €	0.00 €
R-1323-908-822 : ROUTE DE CAEN	0.00 €	0.00 €	0.00 €	55 267.00 €
R-1323-911-324 : PARVIS ABBATALE	0.00 €	0.00 €	0.00 €	74 819.00 €

(1) y compris les restes à réaliser

14654 Code INSEE	COMMUNE DE SAINT PIERRE EN AUGÉ BUDGET PRINCIPAL	DM n°1 2017
---------------------	---	-------------

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU Conseil Communautaire

Décision modificative n°1

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
R-1323-913-324 : BATIMENTS CONVENTUELS	0.00 €	0.00 €	0.00 €	4 325.00 €
R-1323-914-324 : BATIMENTS CONVENTUELS TC1	0.00 €	0.00 €	0.00 €	55 045.00 €
R-1323-915-324 : BATIMENTS CONVENTUELS TC2	0.00 €	0.00 €	0.00 €	569 507.00 €
R-1327-15-324 : Abbatiale	0.00 €	0.00 €	124 992.00 €	0.00 €
R-1327-911-324 : PARVIS ABBATIALE	0.00 €	0.00 €	0.00 €	124 992.00 €
R-1342-111-822 : Opérations non affectées	0.00 €	0.00 €	16 000.00 €	0.00 €
R-1342-1502-822 : VOIRIE	0.00 €	0.00 €	0.00 €	16 000.00 €
TOTAL R 13 : Subventions d'investissement	0.00 €	0.00 €	1 428 265.00 €	1 437 915.00 €
D-165-101-71 : BOISSEY	0.00 €	380.00 €	0.00 €	0.00 €
D-165-1301-71 : DIVERS STE MARGUERITE DE VIETTE	0.00 €	450.00 €	0.00 €	0.00 €
D-165-201-71 : BRETTEVILLE SUR DIVES	0.00 €	520.00 €	0.00 €	0.00 €
D-165-405-71 : DIVERS	0.00 €	2 300.00 €	0.00 €	0.00 €
D-165-501-71 : DIVERS MITTOIS	0.00 €	550.00 €	0.00 €	0.00 €
D-165-601-71 : MONTVIETTE	0.00 €	600.00 €	0.00 €	0.00 €
D-16878-30-314 : Cinéma Le Remy	12 464.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-16878-906-314 : CINEMA	0.00 €	12 464.00 €	0.00 €	0.00 €
R-1641-111-020 : Opérations non affectées	0.00 €	0.00 €	656 060.00 €	0.00 €
R-1641-1501-020 : ONA	0.00 €	0.00 €	0.00 €	656 060.00 €
TOTAL 16 : Emprunts et dettes assimilées	12 464.00 €	17 264.00 €	656 060.00 €	656 060.00 €
D-2031-1502-822 : VOIRIE	0.00 €	5 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2031-85-824 : AMENAGEMENT URBAIN	780.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2031-909-824 : AMENAGEMENT URBAIN	0.00 €	780.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2051-1509-020 : MOBILIER ET EQUIPEMENT SERVICES ADMINISTRATIFS	0.00 €	40 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2051-405-020 : DIVERS	6 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 20 : Immobilisations incorporelles	6 780.00 €	45 780.00 €	0.00 €	0.00 €
D-204132-111-01 : Opérations non affectées	60 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-204132-1504-212 : ECOLE BISSON	0.00 €	60 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2041482-401-816 : VOIRIE TOTES CIMETIERE BERVILLE	0.00 €	12 700.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2041582-70-814 : TRAVAUX ROUTE DE CAEN	39 904.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2041582-908-814 : ROUTE DE CAEN	0.00 €	39 904.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 204 : Subventions d'équipement versées	99 904.00 €	112 604.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2121-405-823 : DIVERS	0.00 €	4 800.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2128-501-814 : DIVERS MITTOIS	0.00 €	4 200.00 €	0.00 €	0.00 €
D-21318-1201-324 : VIEUX PONT EN AUGÉ	0.00 €	12 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2132-403-71 : LOGEMENTS COMMUNAUX	0.00 €	2 400.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2132-701-71 : OUVILLE LA BIEN TOURNEE	0.00 €	3 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-21568-405-113 : DIVERS	0.00 €	15 000.00 €	0.00 €	0.00 €

(1) y compris les restes à réaliser

Page 3 sur 5

14654 Code INSEE	COMMUNE DE SAINT PIERRE EN AUGÉ BUDGET PRINCIPAL	DM n°1 2017
---------------------	---	-------------

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU Conseil Communautaire

Décision modificative n°1

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
D-2183-1509-020 : MOBILIER ET EQUIPEMENT SERVICES ADMINISTRATIFS	0.00 €	35 450.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2183-33-020 : NOUVELLE COMMUNE	40 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2184-1503-251 : ECOLE POT D'ETAÏN	0.00 €	400.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2184-212-020 : TRANCHE CONDITIONNELLE 2 BATIMENTS CONVENTUELS	50 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2184-61-251 : Ecole maternelle du Pot d'Etain	400.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2184-62-020 : Matériel administratif	250.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2184-915-324 : BATIMENTS CONVENTUELS TC2	0.00 €	50 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2188-1504-251 : ECOLE BISSON	0.00 €	15 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2188-1509-020 : MOBILIER ET EQUIPEMENT SERVICES ADMINISTRATIFS	0.00 €	9 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2188-1509-91 : MOBILIER ET EQUIPEMENT SERVICES ADMINISTRATIFS	0.00 €	2 200.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2188-25-025 : Maison des Associations	6 500.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2188-33-020 : NOUVELLE COMMUNE	9 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2188-405-833 : DIVERS	0.00 €	450.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2188-60-814 : Eclairage Public	26 830.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2188-63-251 : Ecole primaire Aristide Bisson	15 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2188-905-814 : ECLAIRAGE PUBLIC	0.00 €	26 830.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2188-910-025 : MAPS	0.00 €	6 500.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2188-916-324 : HALLES	0.00 €	9 000.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles	147 980.00 €	196 230.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2313-1509-020 : MOBILIER ET EQUIPEMENT SERVICES ADMINISTRATIFS	0.00 €	6 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2313-20-212 : ESPACE MARIE CURIE	69 499.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2313-211-324 : TRANCHE CONDITIONNELLE 1 BATIMENTS CONVENTUELS	395 655.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2313-212-324 : TRANCHE CONDITIONNELLE 2 BATIMENTS CONVENTUELS	928 802.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2313-21-324 : Bâtiments conventuels	4 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2313-25-025 : Maison des Associations	22 058.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2313-403-71 : LOGEMENTS COMMUNAUX	2 400.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2313-405-71 : DIVERS	0.00 €	15 200.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2313-904-212 : ESPACE MARIE CURIE	0.00 €	69 499.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2313-910-025 : MAPS	0.00 €	22 058.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2313-913-324 : BATIMENTS CONVENTUELS	0.00 €	4 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2313-914-324 : BATIMENTS CONVENTUELS TC1	0.00 €	395 655.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2313-915-324 : BATIMENTS CONVENTUELS TC2	0.00 €	928 802.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2315-1502-822 : VOIRIE	0.00 €	55 400.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2315-1509-020 : MOBILIER ET EQUIPEMENT SERVICES ADMINISTRATIFS	0.00 €	3 660.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2315-15-324 : Abbatale	551 938.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €

(1) y compris les restes à réaliser

Page 4 sur 5

14654 Code INSEE	COMMUNE DE SAINT PIERRE EN AUGÉ BUDGET PRINCIPAL	DM n°1 2017
---------------------	---	-------------

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU Conseil Communautaire

Décision modificative n°1

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
D-2315-33-020 : NOUVELLE COMMUNE	3 660.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2315-501-020 : DIVERS MITTOIS	4 200.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2315-60-814 : Eclairage Public	109 520.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2315-69-822 : Chaussées et Trottoirs	55 400.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2315-70-814 : TRAVAUX ROUTE DE CAEN	87 815.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2315-905-814 : ECLAIRAGE PUBLIC	0.00 €	109 520.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2315-908-814 : ROUTE DE CAEN	0.00 €	87 815.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2315-911-324 : PARVIS ABBATIALE	0.00 €	551 938.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 23 : Immobilisations en cours	2 234 947.00 €	2 249 547.00 €	0.00 €	0.00 €
Total INVESTISSEMENT	2 506 518.00 €	2 621 817.00 €	4 257 955.00 €	4 373 254.00 €
Total Général	1 040 427.00 €		1 040 427.00 €	

M. BUFFET rappelle que le Conseil Communal avait délibéré en 2016, sur le principe d'une subvention de 15 000 € d'aide pour l'installation d'un commerce.

M. LACOUR précise que cette délibération n'a pas été signée et ne peut donc être exécutée. Il s'agit d'une compétence économique de la Région, donc la commune ne peut intervenir, le percepteur ayant opposé un refus. Pour le moment, la Commune ignore comment régler ce problème, le Conseil Municipal sera toutefois tenu au courant de l'évolution du sujet.

M. DAIGREMONT explique qu'il est possible de faire appel à CALVADOS INITIATIVE qui avance des fonds à taux 0.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- APPROUVE cette décision modificative n°1.

14 REPARTITION VILLE/COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION – EMPRUNTS COMMUNAUTE COMMUNES DES 3 RIVIERES

Monsieur Claude LACOUR expose :

La Communauté de Communes des Trois Rivières a contracté 5 emprunts entre 2008 et 2015 afin de financer plusieurs opérations d'investissement.

Suite à la création de la Communauté d'Agglomération Lisieux Normandie par fusion de 5 Communautés de Communes, dont celle des 3 Rivières, les compétences dont dépendent les opérations financées par ces emprunts ont été réparties entre la Communauté d'Agglomération Lisieux Normandie, d'une part, et la Commune nouvelle de SAINT-PIERRE-en-AUGE, d'autre part.

L'article L5211-25-1 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que « les biens meubles et immeubles mis à la disposition de l'établissement bénéficiaire du transfert de compétences sont restitués aux communes antérieurement compétentes et réintégrés dans leur patrimoine pour leur valeur nette comptable, avec les adjonctions effectuées sur ces biens, liquidées sur les mêmes bases. Le solde de l'encours de la dette transférée afférente à ces biens est également restituée à la commune propriétaire. »

Ainsi, les 5 emprunts contractés sont répartis, selon les modalités prévues par les projets de conventions entre la Commune de SAINT-PIERRE-en-AUGE et la Communauté d'Agglomération Lisieux Normandie.

N° PRÊT	CREANCIER	DURÉE	ANNÉE	CAPITAL	CRD au 31/12/2016	PART STPA	CRD STPA 01/01/2017
MON276093EUR	SFIL	15	2011	110 000,00	77 570,35	51,82 %	40 196,96
A1412016	CAISSE D'EPARGNE	15	2012	1 000 000,00	794 899,00	79,00 %	627 970.21
2085004	CAISSE D'EPARGNE	10	2008	760 000,00	152 000,00	73,68 %	111 993,60
A1409350	CAISSE D'EPARGNE	15	2009	490 000,00	290 633,67	84,00 %	244 132,28
10000181886	CREDIT AGRICOLE	15	2015	330 000,00	311 805,14	54,55 %	170 089,70

Vu le Code Général des Collectivité Territoriales, et notamment son article L 5211-25-1 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 2 décembre 2016 portant création de la Communauté d'Agglomération Lisieux Normandie ;

Vu les 5 projets de convention ci-joints ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- ADOPTE les conventions de répartition des 5 emprunts contractés par la Communauté de Communes des 3 Rivières ;
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer ces conventions ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

15 TAXE COMMUNALE SUR LA CONSOMMATION FINALE D'ELECTRICITE (TCCFE)

Monsieur Claude LACOUR expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2333-2 à L.2333-5, L.3333-2 à L.3333-3-3, L.5212-24, L5722-8, et R2151-2 ;

Vu les articles 1638 et 1639 A bis du Code Général des Impôts ;

Par arrêté préfectoral du 8 septembre, il a été créé, à compter du 1^{er} janvier 2016, la commune nouvelle de SAINT-PIERRE-EN-AUGE, issue de la fusion des communes de BOISSEY, BRETTEVILLE-SUR-DIVES, HIEVILLE, L'OUDON, MITTOIS, MONTVIETTE, OUVILLE-LA-BIEN-TOURNEE, SAINT-GEORGES-EN-AUGE, SAINT-PIERRE-SUR-DIVES, SAINTE-MARGUERITE-DE-VIETTE, THIEVILLE, VAUDELOGES et VIEUX-PONT-EN-AUGE.

Claude LACOUR rappelle :

- les modalités de perception de la TCCFE :
 - * en sa qualité d'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité (AODE), le SDEC ENERGIE perçoit de plein droit la taxe à la place de ses communes membres dont la population totale recensée par l'INSEE au 1^{er} janvier de l'année est égale ou inférieure à 2 000 habitants, ou pour lesquelles il percevait la taxe au 31 décembre 2010 ;
 - * pour les autres communes, la perception de la taxe par le SDEC ENERGIE peut être décidée par délibérations concordantes de la commune et du SDEC ENERGIE.
- que le SDEC ENERGIE est donc habilité, au vu de ce qui précède, à percevoir la TCCFE à la place d'une commune nouvelle dont la population totale recensée par l'INSEE est supérieure à 2000 habitants, et à reverser à celle-ci une fraction des montants de taxe perçus sur son territoire, s'il en est décidé ainsi par délibérations concordantes du SDEC ENERGIE et de la commune intéressée, prises dans les conditions prévues au premier alinéa du I de l'article 1639 A bis du Code Général des Impôts (CGI), c'est-à-dire avant le 1^{er} octobre de l'année au cours de laquelle la commune nouvelle prend effet fiscalement, pour entrer en vigueur à compter du 1^{er} janvier de l'année suivante ;

Il précise :

- qu'en 2017, pour les communes déléguées de de BOISSEY, BRETTEVILLE-SUR-DIVES, HIEVILLE, L'OUDON, MITTOIS, MONTVIETTE, OUVILLE-LA-BIEN-TOURNEE, SAINT-GEORGES-EN-AUGE, SAINTE-MARGUERITE-DE-VIETTE, THIEVILLE, VAUDELOGES et VIEUX-PONT-EN-AUGE, le SDEC ENERGIE perçoit ladite taxe à leur place et en conserve la totalité du produit permettant ainsi, à ces communes, de bénéficier d'un régime d'aides financières important. Le coefficient multiplicateur appliqué pour déterminer le montant de cette taxe est celui du reste du département soit 8.5.
- qu'en 2017 pour la commune déléguée de SAINT-PIERRE SUR DIVES, le SDEC ENERGIE ne percevait pas ladite taxe, les aides financières octroyées à SAINT-PIERRE-SUR-DIVES étant minorées. Pour rappel, le coefficient multiplicateur décidé par SAINT-PIERRE-SUR-DIVES pour déterminer le montant de cette taxe est 6.
- qu'en 2017, la commune nouvelle de SAINT-PIERRE-EN-AUGE ayant une population totale supérieure à 2 000 habitants, il convient de prendre une délibération pour que le SDEC ENERGIE puisse percevoir la TCCFE sur son territoire et lui reverser une fraction des montants perçus ;
- que la fraction des montants de taxe perçus et non reversés par le SDEC ENERGIE lui permet de financer une partie des dépenses du service de distribution publique d'électricité et des actions de transition énergétique sur le territoire des anciennes communes fusionnées, et qu'il appartient à la commune nouvelle de rédiger une délibération concordante afin de pouvoir continuer à bénéficier de ce mode de financement sur une partie de son territoire ;
- que le coefficient multiplicateur sera fixé par le SDEC ENERGIE, la loi prévoyant que les 2 tarifs de taxation selon la puissance souscrite, appliqués aux consommations d'électricité imposées sur le territoire de la commune, soient identiques aux tarifs en vigueur sur le territoire des autres communes du SDEC ENERGIE à la place desquelles celui-ci perçoit la TCCFE ;
- qu'en application des articles L. 5211-3 et L. 2131-1 du CGCT, la présente délibération est exécutoire de plein droit à dater de sa publication et de sa transmission au représentant de l'État dans le Département et que ses effets perdurent sauf décisions contraires et concordantes ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- AUTORISE le SDEC ENERGIE à percevoir directement la taxe communale sur la consommation finale d'électricité (TCCFE) sur son territoire ;
- DECIDE que le SDEC ENERGIE lui reversera le montant de taxe équivalent à ce que le SDEC ENERGIE percevait en 2017, en tenant compte dans le calcul d'un coefficient multiplicateur pour la commune de St Pierre sur Dives de 8.5 et non de 6 comme actuellement.

Les années suivantes, ce montant reversé sera indexé à la variation de la taxe perçue, l'année considérée, dans la même proportion que la taxe perçue par le SDEC Energie en 2017, année de référence, au regard de la totalité de la TCCFE de SAINT-PIERRE-EN-AUGE cette même année (coefficient 8.5 sur la totalité de son territoire) ;
- DECIDE que l'autorisation de perception directe de la taxe par le SDEC ENERGIE prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2018, soit l'année suivant celle au cours de laquelle la création de la commune a pris effet fiscalement ;
- DONNE pouvoir au Maire pour prendre toutes les dispositions et signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

16 REDEVANCE POUR L'OCCUPATION PROVISOIRE DU DOMAINE PUBLIC (RODP)

Monsieur Claude LACOUR expose :

Les membres du Conseil sont informés de la parution au Journal Officiel du décret n° 2015-334 du 25 mars 2015 fixant le régime des redevances dues aux communes et aux départements pour l'occupation provisoire de leur domaine public par les chantiers de travaux sur des ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz, et aux canalisations particulières d'énergie électrique et de gaz. Dans l'hypothèse où ce type de chantier interviendrait ou que les conditions d'application du décret précité auraient été satisfaites en 2014, permettant d'escompter dès 2015 à la perception de la redevance, l'adoption de la présente délibération permettrait dès lors de procéder à la simple émission d'un titre de recettes.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- INSTAURE ladite redevance pour l'occupation provisoire de leur domaine public par les chantiers de travaux sur des ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz ;
- EN FIXE le mode de calcul, conformément au décret n° 2015-334 du 25 mars 2015, en précisant que celui-ci s'applique au plafond réglementaire.

17 REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL

Madame Danièle VESQUE expose :

VU les articles L. 2121-8 à L.2121-28 et L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales précisant que les communes de plus de 3 500 habitants doivent adopter un Règlement Intérieur dans les 6 mois à compter de l'installation de l'organe délibérant ;

VU le Procès-Verbal d'installation du Conseil Municipal de la commune de SAINT-PIERRE-en-AUGE, en date du 7 janvier 2017 ;

VU l'avis de la Commission Administration Générale ;

CONSIDÉRANT que le Règlement Intérieur a pour objet de préciser les modalités de fonctionnement interne et notamment :

- les conditions d'organisation du débat d'orientation budgétaire ;
- les conditions de consultations des projets de contrats ou de marchés par les membres de l'assemblée délibérante ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- APPROUVE le règlement intérieur dont un exemplaire figure en annexe de la présente délibération.

18 TABLEAU DES EFFECTIFS

Madame Danièle VESQUE expose :

Vu

Le Code Général des Collectivités Territoriales,

La Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

La Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Le dernier tableau des effectifs approuvé par le Conseil municipal dans sa séance du 11 avril 2017,

CONSIDERANT

Que l'évolution des missions des services et des carrières des agents nécessite l'adaptation et la création de certains postes,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- DECIDE la création des postes suivants :
 - 1 poste de rédacteur principal de 1^{ère} classe,
 - 1 poste de rédacteur principal de 2^{ème} classe,
 - 2 postes d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe,
 - 1 poste d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe,
 - 2 postes d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe ;
- PROPOSE au Conseil municipal de valider le tableau des effectifs au 1er juillet 2017 ;
- DIT que les crédits sont prévus au budget.

19 ACQUISITION DU BIEF DU MOULIN D'ANTAIS (THIEVILLE) ET D'UN ILOT SUR LA DIVES (HIEVILLE)

Monsieur le Maire expose :

Dans le cadre des travaux de restauration de la continuité écologique de la Dives, au droit du moulin d'Antais et de l'usine de Thiéville, réalisés par la famille FORD (propriétaire du droit d'eau), il avait été convenu que les communes de Hiéville et de Thiéville deviendraient propriétaires, par donation, du bief du moulin d'Antais appartenant à la famille FORD, ainsi qu'un ilot sur la Dives appartenant à la famille LEBOSSE.

Or, pour pouvoir effectuer les actes notariés (pris en charge par la famille FORD), il est nécessaire que la commune de SAINT-PIERRE-en-AUGE, désormais compétente, délibère.

Monsieur le Maire indique qu'un bornage a été effectué par un géomètre expert et que l'acquisition (d'une surface totale de 7 727 m²) porte sur les parcelles suivantes :

- N°140331 B0677, N°140331 B0676, N°140331 B0679 et N°140331 B0680 sur la commune de Hiéville correspondant à un ilot pour une surface totale de 1 870 m²
- N°140688 B0033, N°140688 B0031, N°140688 B0689 et N°140688 B0247 sur la commune de Thiéville correspondant au bief du moulin d'Antais, pour une surface totale de 5 857 m².

M. MOREL demande quel est l'objectif de cette transaction.

M. DAIGREMONT explique que la Communauté de Communes a porté le dossier de réaménagement du site pour un montant de 300 000 €, le but étant d'en optimiser l'entretien.

M. BUFFET demande s'il en est de même pour Ouville.

Mme AGIS répond que les propriétaires devront, à cette occasion, céder leur droit d'eau.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- ACCEPTE l'acquisition pour l'euro symbolique des parcelles précitées ;
- AUTORISE Monsieur le Maire à faire dresser et signer les actes relatifs à ces opérations en l'étude de Maître DANIEL, à SAINT-PIERRE-en-AUGE, pour la donation des parcelles de la famille LEBOSSE ;
- AUTORISE Monsieur le Maire à faire dresser et signer les actes relatifs à ces opérations en l'étude de Maître GSCHWEND, à Livarot Pays d'Auge, pour la donation des parcelles de la famille FORD ;
- AUTORISE Monsieur le Maire à réaliser les démarches administratives inhérentes à ces opérations.

20 RECONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS : GARANTIE DES EMPRUNTS

Monsieur Claude LACOUR expose :

Vu le rapport établi,

Vu les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu le contrat de prêt n° 63028 en annexe, signé entre : ESH PARTELIOS HABITAT ci-après l'emprunteur, et la Caisse des Dépôts et consignations ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- ACCORDE une garantie à hauteur de 50,00 % pour le remboursement d'un Prêt d'un montant de 1 400 000,00 euros, souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt n° 63028 constitué de 1 Ligne(s) du Prêt.
Ledit contrat est joint en annexe, et fait partie intégrante de la présente délibération.
- PRECISE que la garantie de la Collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et consignations, la Collectivité s'engage dans les meilleurs délais, à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant à bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.
- PRECISE que le Conseil s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

21 LOTISSEMENT DE LIEURY : TARIF ET COMMERCIALISATION DES PARCELLES

Monsieur Emmanuel MOREL expose :

CONSIDÉRANT que 4 parcelles restent à commercialiser sur le lotissement « Les Sainfoins » de Lieury, sur la commune déléguée de l'Oudon, d'une superficie totale de 2 449 m² ;

CONSIDERANT qu'une délibération du 13 juin 2016 de la commune de l'Oudon fixait jusqu'au 31 décembre 2016, le tarif des parcelles à 10 € le mètre carré ; tarif attractif qui a permis de vendre 5 parcelles ;

VU la demande d'avis de France Domaines, formulée le 17 mai 2017 ;

Il vous est proposé de reconduire le prix de vente à 10 € le mètre carré.

M. SERVAGER expose la question de M. PITARD-BOUET, absent : quel est le bilan financier prévisionnel de cette opération ?

M. MOREL confirme que cette opération sera déficitaire.

M. SERVAGER souhaite connaître l'évaluation de ce déficit.

M. MOREL répond qu'il devrait s'élever à 180 000 €.

M. DUBOIS explique que le tarif attractif permet cependant d'attirer des familles avec des enfants dont l'arrivée sera favorable à l'école du territoire.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- DECIDE de fixer le tarif de l'ensemble des parcelles restant à commercialiser sur la Tranche 1 au prix de 10 € le mètre carré ;
- CHARGE Monsieur le Maire de signer tous les documents afférents.

22 AFFILIATION AU CENTRE DE REMBOURSEMENT DU CESU

Monsieur Denis DUBOIS expose :

A l'occasion de la création de la commune de SAINT-PIERRE-EN-AUGE, il est nécessaire de demander une affiliation au Centre de remboursement du CESU, afin d'offrir aux familles qui le souhaitent, la possibilité de régler les services de garderies périscolaires à l'aide de ce moyen de paiement.

Il est rappelé qu'en application du décret n° 2009-1256 du 19 octobre 2009, les structures organisatrices de garderies périscolaires sont exonérées des frais liés au remboursement des CESU ; seuls les frais d'envoi sécurisé restent à leur charge.

Mme FERRAND souhaite savoir comment on peut régler ces services à l'aide du CESU.

M. LACOUR explique qu'il convient de passer par le percepteur.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- DEMANDE l'affiliation de la commune de SAINT-PIERRE-EN-AUGE au centre de remboursement du CESU.

23 USP CYCLISME : SUBVENTION EXCEPTIONNELLE

Madame Lisbeth CHOUET expose :

Vu le vote du budget le 11 avril 2017, fixant notamment les subventions aux associations communales ;

La demande de subvention de l'USP Cyclisme comportait également une subvention exceptionnelle pour l'organisation de 2 courses à Vaudeloges, le dimanche 9 juillet.

Considérant que cette demande s'inscrit dans le cadre d'un engagement de la Municipalité de Vaudeloges en 2016 ;

M. TIRARD souhaite savoir quel est l'objet de cette subvention complémentaire et pourquoi 880 €.

Mme CHOUET précise qu'il s'agit d'un oubli lors de l'instruction des demandes de subventions et que cette somme correspond au reste à charge pour les organisateurs de ces 2 courses.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- ALLOUE une subvention exceptionnelle à l'USP Cyclisme pour l'organisation de ces 2 manifestations, d'un montant de 880 € correspondant au reste à charge de l'Association.

24 JALMALV : SUBVENTION ANNUELLE

Monsieur Daniel ROUGET expose :

Lors de l'examen des subventions par la Commission des Finances, l'Association JALMALV n'avait pas adressé sa demande de subvention annuelle à la commune.

Cette Association poursuit l'objectif d'informer et d'accompagner les personnes atteintes de lourdes pathologies, en fin de vie, et tient à cet effet des permanences hebdomadaires au Pôle social.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- RECONDUIT la subvention annuelle de 100 € au profit de cette Association.

L'ordre du jour initial étant épuisé, le Conseil Municipal se prononce sur les 3 sujets supplémentaires.

25 CONVENTION D'OBJECTIFS AVEC LA MAISON DES ASSOCIATIONS

Monsieur Claude LACOUR expose :

VU la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

VU le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n° 2017-04-11-04, du 11 avril 2017 approuvant le budget primitif et fixant notamment les subventions aux associations, pour 2017.

Il est rappelé l'obligation de conclure une convention avec toute association qui bénéficie d'une subvention dont le montant est supérieur à 23 000 €.

Le projet de convention à conclure avec la Maison des Associations, annexé, fixe les objectifs et les moyens pour la mise en œuvre du projet associatif.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- APPROUVE ladite convention,
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette convention et à effectuer toutes les démarches nécessaires.

26 CONVENTION D'OBJECTIFS AVEC L'USP

Monsieur Claude LACOUR expose :

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

VU le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n° 2017-04-11-04, du 11 avril 2017 approuvant le budget primitif et fixant notamment les subventions aux associations, pour 2017.

Il est rappelé l'obligation de conclure une convention avec toute association qui bénéficie d'une subvention dont le montant est supérieur à 23 000 €.

Le projet de convention à conclure avec USP, annexé, fixe les objectifs et les moyens pour la mise en œuvre du projet associatif.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- APPROUVE ladite convention,
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette convention et à effectuer toutes les démarches nécessaires.

27 DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA MAISON DES ASSOCIATIONS

Monsieur le Maire expose :

VU les statuts de l'Association « La Maison des Associations », modifiés lors de l'Assemblée Générale extraordinaire du 14 juin 2017, fixant le nombre de représentants de la Commune.

Après avoir identifié les candidats, je vous propose de procéder au vote.

M. BRESSON se porte candidat.

Mme FERRAND propose la candidature de Mme CHOUET.

Après en avoir délibéré, par 70 voix POUR, et 1 voix CONTRE, le Conseil Municipal :

- DESIGNER les représentants suivants au Conseil d'Administration de la Maison des Associations :
 - Monsieur Jacky MARIE,
 - Madame Danièle VESQUE,
 - Madame Lisbeth CHOUET,
 - Monsieur Emmanuel BRESSON.

28 QUESTIONS DIVERSES

- ✗ *M. SERVAGER rappelle le projet de donner un nom au Complexe Sportif.*

Monsieur le Maire confirme qu'il conviendra de procéder à cette dénomination.

- ✗ *Mme VERSAVEL rappelle la démarche de l'ADECPA qui avait sollicité une subvention auprès de la Communauté de Communes des 3 rivières. Cette association œuvre dans le domaine de la défense de l'Environnement et était intervenue notamment lors du dossier de la décharge de Boissey. Ce courrier de demande est resté à ce jour, sans réponse.*

M. BUFFET souligne l'engagement de l'Association (300 adhérents) depuis 1991, particulièrement active sur le secteur à travers des actions auprès des écoles, sur le Marché, concernant la gestion de l'enfouissement des déchets et le Tri sélectif.

Monsieur le Maire précise que les actions de cette association relèvent dorénavant du domaine de compétence de la Communauté d'Agglomération et qu'il convient donc de les orienter vers cette instance.

M. BUFFET trouve ce transfert brutal et souhaiterait voir maintenue une subvention transitoire pour 2017.

Mme VERSAVEL souligne que cette subvention peut également concerner le territoire de Saint-Pierre-en-Auge.

Monsieur le Maire rappelle qu'elle-même peut intervenir au titre de Vice Présidente de la Communauté d'Agglomération.

Mme FERRAND apporte un argument supplémentaire en rappelant que les élus ont bénéficié régulièrement d'actions d'information sur le tri des déchets ménagers, visite au Centre de méthanisation.

M. DAIGREMONT en appelle à une certaine souplesse, considérant que l'Association ignorait ce transfert de compétence au moment de sa demande.

Mme VERSAVEL rappelle le courrier initial adressé à Saint-Pierre-en-Auge le 27 février, avec l'envoi du bilan financier en mai, resté sans réponse.

Monsieur le Maire confirme qu'un courrier de réponse sera adressé à l'Association, visant à les orienter vers la Communauté d'Agglomération.

- ✘ *Mme LAURENT demande si l'action du CLIC sera étendue sur Saint-Pierre-en-Auge.*
Monsieur le Maire précise qu'il s'agit d'un dossier que Mme MAYMAUD reprendra en septembre.
- ✘ *M. MOREL remercie les Services Techniques pour leur intervention efficace à l'Oudon. Il souhaite connaître le programme des travaux dans les écoles pendant les vacances.*
M. Alain MARIE précise que la barrière sera réhaussée, le placard et le préau aménagés, la peinture est prévue. Un problème persiste : l'intervention d'entreprises sera impossible au mois d'Août. Concernant le bloc sanitaire, il fait part des difficultés pour obtenir des réponses.
- ✘ *Mme FERRAND souhaite connaître la raison de la commémoration du 8 mai, le 13 mai.*
Monsieur le Maire rappelle que le 8 mai tombant cette année un lundi, la cérémonie ne pouvait se dérouler sur la Place du Marché et que la date du 13 mai avait finalement été retenue à la demande de Monsieur MARTIN, Président des Anciens Combattants, en fonction des disponibilités de Monsieur l'Abbé.
- ✘ *M. BUFFET demande des informations sur la fermeture de la piscine.*
Monsieur le Maire précise qu'à la remise en eau, il a été constaté une fuite de 10 m³ à l'heure. Suite au passage de caméra préconisé par la Communauté d'Agglomération, la bonde de fond s'est révélée fuyarde. Il convient de réaliser une conduite en résine, ces travaux sont programmés pour le 10 juin. La remise en eau pourra se faire à la suite, pour une réouverture au 1^{er} juillet.
- ✘ *M. DESCHAMPS présente l'invitation à découvrir le chantier des travaux réalisés par l'Agence de l'Eau. Il remercie Mme HEYER pour l'accueil pendant un an, des réunions hebdomadaires de chantier.*
- ✘ *L'information est donnée aux élus du prochain Conseil Municipal au 26 septembre, avec Conférences des Maires le 12 septembre.*

Plus aucune question n'étant posée, la séance est levée à 23 heures 20.